

29 JUIJ 2021. — Arrêté royal prolongeant le délai visé à l'article 7, alinéa 2, de la loi du 14 mai 2020 portant des mesures exceptionnelles visant les institutions de retraite professionnelle dans le cadre de la pandémie COVID-19

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 mai 2020 portant des mesures exceptionnelles visant les institutions de retraite professionnelle dans le cadre de la pandémie COVID-19, l'article 7, alinéa 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 mars 2021;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 22 avril 2021;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis n° 69.328/1 du Conseil d'Etat, donné le 25 mai 2021 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Finances et de la Ministre des Pensions et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La date finale du 30 septembre 2020, visée à l'article 7, alinéa 2, de la loi du 14 mai 2020 portant des mesures exceptionnelles visant les institutions de retraite professionnelle dans le cadre de la pandémie COVID-19, est reportée au 31 décembre 2021 en ce qui concerne l'application des dispositions de l'article 5, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, et alinéa 2, et de l'article 6 de la loi du 14 mai 2020 précitée.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 30 septembre 2020.

Art. 3. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions et le ministre qui a les Pensions dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

V. VAN PETEGHEM

La Ministre des Pensions,

K. LALIEUX

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2021/203364]

29 JUIJ 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 2020 portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à prolonger, jusqu'au 30 septembre 2021, l'octroi d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail, suite à la pandémie COVID-19.

A la lumière de l'avis du Conseil d'Etat n° 69.546/1 du 15 juin 2021, et au vu des remarques émises, quelques explications sont formulées ci-après.

L'indemnité de crise supplémentaire prévue par l'arrêté royal du 15 septembre 2020 portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail ne sera plus

29 JUNI 2021. — Koninklijk besluit tot verlenging van de termijn bedoeld in artikel 7, tweede lid, van de wet van 14 mei 2020 houdende uitzonderlijke maatregelen voor de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening in het kader van de COVID-19-pandemie

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 mei 2020 houdende uitzonderlijke maatregelen voor de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening in het kader van de COVID-19-pandemie, artikel 7, derde lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 maart 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 22 april 2021;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies nr. 69.328/1 van de Raad van State, gegeven op 25 mei 2021 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Financiën en van de Minister van Pensioenen en op het advies van de in Raad vergaderde ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De einddatum van 30 september 2020, bedoeld in artikel 7, tweede lid, van de wet van 14 mei 2020 houdende uitzonderlijke maatregelen voor de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening in het kader van de COVID-19-pandemie wordt verschoven naar 31 december 2021 voor wat betreft de toepassing van de bepalingen van artikel 5, eerste lid, 2° en 3°, en tweede lid, en artikel 6 van de voormelde wet van 14 mei 2020.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 september 2020.

Art. 3. De minister bevoegd voor Financiën en de minister bevoegd voor Pensioenen zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

V. VAN PETEGHEM

De Minister van Pensioenen,

K. LALIEUX

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2021/203364]

29 JUNI 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 2020 houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft tot doel, tot en met 30 september 2021, de toekenning van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten als gevolg van de COVID-19-pandemie te verlengen.

In het licht van het advies nr. 69.546/1 van 15 juni 2021 van de Raad van State en gelet op de gemaakte opmerkingen, wordt hierna enige toelichting gegeven.

De aanvullende crisisuitkering bedoeld in het koninklijk besluit van 15 september 2020 houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten wordt

octroyée pour la période d'incapacité de travail se situant après le 30 juin 2021. En raison de la poursuite de la pandémie COVID-19, le présent arrêté royal prolonge la mesure de trois mois, donc jusqu'au 30 septembre 2021. Cette mesure temporaire entrera en vigueur au 1^{er} juillet 2021.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre strict de la pandémie de COVID-19, où le nombre de contaminations reste élevé, augmentant ainsi le nombre de personnes reconnues en incapacité de travail et confrontées au risque d'une perte financière.

En outre, plusieurs travailleurs indépendants et conjoints aidants qui exerçaient une activité avec l'autorisation du médecin-conseil durant l'incapacité de travail, ne peuvent plus exercer cette activité à la suite, le cas échéant, d'une aggravation de l'état de leur santé ou des mesures de confinement adoptées par le Gouvernement en raison de cette pandémie. En outre, dans cette dernière situation, un appel au 'droit passerelle de crise' n'est pas possible.

Le montant de l'indemnité d'incapacité de travail auquel le titulaire cohabitant sans charge de famille peut prétendre est inférieur au montant mensuel de la prestation financière octroyée dans le cadre du droit de passerelle de crise pour un titulaire sans personne à charge.

Cette mesure vise dès lors à octroyer une indemnité de crise supplémentaire en faveur des travailleurs indépendants et conjoints aidants qui ont la qualité de titulaire cohabitant sans charge de famille de sorte que le montant journalier total du revenu de remplacement lié à leur incapacité de travail soit égal au montant mensuel, évalué en jours ouvrables, de la prestation financière prévue dans la loi instaurant le « droit passerelle de crise ».

Cette mesure, explicitement liée à la pandémie COVID-19, est donc au sein de l'assurance indemnités compatible avec le principe constitutionnel d'égalité compte tenu de l'ampleur, de la gravité et du caractère exceptionnel de cette pandémie qui a eu pour conséquence que de nombreux travailleurs indépendants et conjoints aidants ne peuvent plus exercer leur activité professionnelle et peuvent uniquement prétendre aux prestations de cette assurance indemnités.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE
Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL

CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

Avis 69.546/1 du 15 juin 2021 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 2020 portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail'

Le 8 juin 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Indépendants à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 2020 portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 10 juin 2021. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Bert THYS et Wouter PAS, conseillers d'État, Michel TISON et Johan PUT, assesseurs, et Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Jonas RIEMSLAGH, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix VAN DAMME, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 juin 2021.

1. Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

echter niet langer toegekend voor de periode van arbeidsongeschiktheid die zich bevindt na 30 juni 2021. Als gevolg van de voortzetting van de COVID-19-pandemie wordt de maatregel in dit koninklijk besluit met drie maanden verlengd, d.w.z. tot en met 30 september 2021. Deze tijdelijke maatregel treedt in werking op 1 juli 2021.

Deze weerhouden datum is bepaald binnen het strikte kader van de COVID-19-pandemie waarbij het aantal besmettingen hoog blijft, waardoor het aantal mensen dat erkend wordt als arbeidsongeschikt en geconfronteerd wordt met het risico van een financieel verlies, toeneemt.

Bovendien kunnen vele zelfstandigen en meewerkende echtgenoten die tijdens de arbeidsongeschiktheid een beroepsactiviteit met de toelating van de adviserend arts verrichtten, deze activiteit niet langer uitoefenen wegens, in voorkomend geval, een verergering van de gezondheidstoestand of de beperkende maatregelen die als gevolg van de pandemie door de Regering zijn aangenomen. In deze laatste situatie is bovendien een beroep op het 'crisisoverbruggingsrecht' niet mogelijk.

Het bedrag van de arbeidsongeschiktheidsuitkering waarop de samenwonende gerechtigde zonder gezinslast kan aanspraak maken, blijkt echter lager te zijn dan het maandelijkse bedrag van de financiële uitkering toegekend in het kader van het 'crisisoverbruggingsrecht' voor een gerechtigde zonder persoon ten laste.

Deze maatregel beoogt dan ook een aanvullende crisisuitkering toe te kennen aan de zelfstandigen en meewerkende echtgenoten die de hoedanigheid van samenwonende gerechtigde zonder gezinslast hebben zodat het totale dagbedrag van het vervangingsinkomen wegens hun arbeidsongeschiktheid gelijk is aan het, in werkdagen uitgedrukte, maandelijkse bedrag van de financiële uitkering bepaald in de wet tot invoering van het "crisisoverbruggingsrecht".

Deze maatregel die uitdrukkelijk is verbonden met de COVID-19-pandemie, is dus binnen de uitkeringsverzekering verenigbaar met het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel gezien de omvang, de ernst en het uitzonderlijk karakter van deze COVID-19-pandemie waardoor talrijke zelfstandigen en meewerkende echtgenoten niet langer hun beroepsactiviteit kunnen uitoefenen en enkel aanspraak kunnen maken op prestaties van deze uitkeringsverzekering.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE
De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Advies 69.546/1 van 15 juni 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 2020 houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten'

Op 8 juni 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Zelfstandigen verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 2020 houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 10 juni 2021. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Bert THYS en Wouter PAS, staatsraden, Michel TISON en Johan PUT, assessoren, en Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jonas RIEMSLAGH, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 juni 2021.

1. Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

En l'occurrence, le caractère urgent de la demande d'avis est motivé par la circonstance

“ que l'indemnité de crise supplémentaire prévue par l'arrêté royal du 15 septembre 2020 susvisé n'est plus octroyée pour la période d'incapacité de travail qui se situe après le 30 juin 2021; que, en raison de la poursuite de la pandémie COVID-19, la situation des travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail reste difficile, et qu'il apparaît nécessaire de prolonger, pour une période de trois mois, l'octroi de cette indemnité de crise supplémentaire; que cette mesure s'inscrit dans le cadre d'un ensemble de 'mesures COVID' prolongées pour le troisième trimestre 2021; qu'en vue de permettre aux organismes assureurs de garantir un paiement adéquat des indemnités dès juillet 2021, il importe que cet arrêté royal soit publié au plus vite ”.

2. Conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, la section de législation a dû se limiter à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique et de l'accomplissement des formalités prescrites.

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

3. L'arrêté royal du 15 septembre 2020 ¹ a instauré une indemnité de crise supplémentaire temporaire en faveur de certaines catégories de travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail. L'article 1^{er} du projet entend modifier l'article 6, alinéa 3, de l'arrêté royal précité en ce sens que l'indemnité de crise visée n'est plus octroyée “ pour la période d'incapacité de travail qui se situe après le 30 septembre 2021 ” (au lieu de “ après le 30 juin 2021 ”).

L'arrêté envisagé entre en vigueur le 1^{er} juillet 2021 (article 2 du projet).

4. Le régime en projet trouve son fondement juridique dans l'article 86, § 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, visé au premier alinéa du préambule du projet.

OBSERVATION GÉNÉRALE

5. Dans son avis 67.911/1/V du 21 août 2020 ², le Conseil d'État, section de législation, a formulé, en ce qui concerne la compatibilité du régime en projet avec le principe d'égalité consacré par la Constitution, l'observation suivante :

“ Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'instaurer une indemnité de crise supplémentaire temporaire en faveur de certaines catégories de travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail. Ce faisant, il est créé une différence de traitement entre des catégories de travailleurs indépendants et conjoints aidants selon qu'ils peuvent ou non bénéficier de l'indemnité de crise supplémentaire.

Une différence de traitement ne peut se concilier avec les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination que si cette différence repose sur un critère objectif et si elle est raisonnablement justifiée. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure concernée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé ³.

À l'inverse, selon la jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, les règles constitutionnelles d'égalité et de non-discrimination s'opposent à ce que soient traitées de manière identique, sans qu'apparaisse une justification raisonnable, des catégories de personnes se trouvant dans des situations qui, au regard de la mesure considérée, sont essentiellement différentes ⁴.

Le régime en projet devra être examiné au regard de ces principes.

On peut d'ores et déjà observer à ce sujet que le régime en projet ne s'applique qu'à certaines personnes ayant cessé leur activité au plus tôt le 1^{er} mars 2020. Pendant la durée de validité du régime en projet, elles reçoivent une indemnité plus élevée que des personnes se trouvant dans une situation identique, mais dont la situation a déjà débuté avant le 1^{er} mars 2020. Il se déduit des explications fournies par le délégué que la date charnière précitée a été choisie en raison de l'entrée en vigueur du droit passerelle dit de crise, auquel l'indemnité est assimilée par l'octroi de l'indemnité de crise supplémentaire. Il semble dès lors qu'il faille comparer les bénéficiaires de cette dernière indemnité plutôt aux personnes se trouvant dans la même situation d'incapacité de

In het onderhavige geval wordt het spoedeisende karakter van de adviesaanvraag gemotiveerd door de omstandigheid

“ que l'indemnité de crise supplémentaire prévue par l'arrêté royal du 15 septembre 2020 susvisé n'est plus octroyée pour la période d'incapacité de travail qui se situe après le 30 juin 2021; que, en raison de la poursuite de la pandémie COVID-19, la situation des travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail reste difficile, et qu'il apparaît nécessaire de prolonger, pour une période de trois mois, l'octroi de cette indemnité de crise supplémentaire; que cette mesure s'inscrit dans le cadre d'un ensemble de 'mesures COVID' prolongées pour le troisième trimestre 2021; qu'en vue de permettre aux organismes assureurs de garantir un paiement adéquat des indemnités dès juillet 2021, il importe que cet arrêté royal soit publié au plus vite ”.

2. Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, heeft de afdeling Wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

3. Bij het koninklijk besluit van 15 september 2020 ¹ werd een tijdelijke, aanvullende crisisuitkering ingevoerd ten gunste van bepaalde categorieën als arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten. Artikel 1 van het ontwerp beoogt artikel 6, derde lid, van het voornoemde koninklijk besluit in die zin te wijzigen dat de betrokken crisisuitkering niet langer wordt toegekend “ voor de periode van arbeidsongeschiktheid die zich bevindt na 30 september 2021 ” (in plaats van “ na 30 juni 2021 ”).

Het te nemen koninklijk besluit treedt in werking op 1 juli 2021 (artikel 2 van het ontwerp).

4. De ontworpen regeling vindt rechtsgrond in artikel 86, § 3, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 waaraan wordt gerefereerd in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp.

ALGEMENE OPMERKING

5. De Raad van State, afdeling Wetgeving, heeft in advies 67.911/1/V van 21 augustus 2020 ² met betrekking tot de verenigbaarheid van de ontworpen regeling met het grondwettelijk gewaarborgde gelijkheidsbeginsel opgemerkt wat volgt:

“ Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe een tijdelijke, aanvullende crisisuitkering in te voeren ten gunste van bepaalde categorieën als arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten. Op die wijze wordt een verschil in behandeling gecreëerd tussen categorieën zelfstandigen en meewerkende echtgenoten al naargelang zij wel of niet voor de aanvullende crisisuitkering in aanmerking komen.

Een verschil in behandeling is slechts verenigbaar met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie wanneer dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld, rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betrokken maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel. ³

Omgekeerd verzetten, volgens de vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, de grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie zich er tegen dat categorieën van personen die zich ten aanzien van een maatregel in wezenlijk verschillende situaties bevinden, op identieke wijze worden behandeld, zonder dat daarvoor een redelijke verantwoording bestaat. ⁴

De ontworpen regeling zal aan deze beginselen moeten worden getoetst.

Nu al kan in dat verband worden opgemerkt dat de ontworpen regeling enkel geldt ten aanzien van bepaalde personen die hun activiteit hebben stopgezet vanaf ten vroegste 1 maart 2020. Gedurende de geldigheidsduur van de ontworpen regeling ontvangen zij een hogere uitkering dan personen die zich in een zelfde toestand bevinden, maar waarvan die toestand reeds vóór 1 maart 2020 aanvatte. Uit de door de gemachtigde verstrekte toelichting valt af te leiden dat voor de voornoemde schamierdatum is geopteerd omwille van de inwerkingtreding van het zogenaamde crisisoverbruggingsrecht, waarmee de uitkering wordt gelijkgeschakeld door de toekenning van de aanvullende crisisuitkering. De begunstigden van deze aanvullende

travail qu'à celles bénéficiant du droit passerelle de crise.

Dès lors que l'indemnité de crise supplémentaire ne revient qu'à une certaine catégorie de titulaires, à savoir les titulaires sans charge de famille, des différences existantes basées sur l'arrêté royal précité du 20 juillet 1971 sont en outre gommées ou annulées. Par conséquent, des situations essentiellement différentes paraissent être traitées d'une manière (plus) égale. Certes, comme l'observe le délégué, on vise ainsi une assimilation temporaire au droit passerelle de crise, mais, à nouveau, le contrôle au regard du principe d'égalité paraît devoir être effectué en premier lieu au sein du régime applicable aux travailleurs indépendants (et conjoints aidants) reconnus en incapacité de travail.

Il découle de ce qui précède que divers éléments du régime en projet peuvent être de nature à soulever des questions quant à sa compatibilité avec le principe d'égalité consacré par la Constitution. Pour éviter toute ambiguïté ou spéculation à ce sujet, les auteurs du projet seraient bien avisés d'assortir le régime qu'ils ont conçu d'une justification suffisante à la lumière du principe d'égalité et d'inscrire cette justification dans un rapport au Roi joint à l'arrêté royal à élaborer¹.

La même observation s'applique à l'égard de la modification en projet de l'arrêté royal du 15 septembre 2020⁵.

Le greffier
Wim Geurts

Le Président
Marnix Van Damme

—
Note

¹ Arrêté royal du 15 septembre 2020 'portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail'.

² Avis 67.911/1/V du 21 août 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 15 septembre 2020 à modifier.

³ Note 2 de l'avis cité: Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle (voir par exemple C.C., 28 février 2013, n° 24/2013, B.3.2).

⁴ Note 3 de l'avis cité: Voir par exemple C.C., 14 mai 2003, n° 63/2003, B.5; C.C., 21 décembre 2005, n° 194/2005, B.3; C.C., 17 mai 2006, n° 78/2006, B.4; C.C., 28 juillet 2006, n° 125/2006, B.5; C.C., 11 décembre 2008, n° 179/2008, B.6; C.C., 6 février 2014, n° 24/2014, B.4.

⁵ La modification en projet de l'arrêté royal du 15 septembre 2020 devrait aussi pouvoir être justifiée adéquatement à la lumière du principe d'égalité. Comme le Conseil d'État, section de législation, l'a déjà souligné dans le cadre de prolongations antérieures, les éléments qui ont été avancés à ce sujet dans le rapport au Roi accompagnant l'arrêté royal précité et - d'une manière quasi identique - dans les rapports au Roi joints aux arrêts royaux modificatifs des 22 décembre 2020 et 19 avril 2021 ne constituent pas une telle justification.

29 JUIN 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 2020 portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 86, § 3, modifié par les lois des 22 août 2002, 29 mars 2012 et 7 mai 2019;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 2020 portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants, donné le 1^{er} juin 2021;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mai 2021;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 3 juin 2021;

crisisuitkering lijken derhalve veeleer te moeten worden vergeleken met personen die zich in dezelfde toestand van arbeidsongeschiktheid bevinden dan met personen die van het crisisoverbruggingsrecht genieten.

Door het feit dat de aanvullende crisisuitkering enkel toekomt aan een bepaalde categorie van gerechtigden, namelijk de gerechtigden zonder gezinslast, worden bovendien bestaande verschillen op grond van het reeds genoemde koninklijk besluit van 20 juli 1971 uitgevlakt of tenietgedaan. Bijgevolg lijken wezenlijk verschillende situaties op een (meer) gelijke wijze te worden behandeld. Zoals de gemachtigde opmerkt wordt daarmee weliswaar een tijdelijke gelijkstelling met het crisisoverbruggingsrecht nagestreefd, maar opnieuw lijkt de toets aan het gelijkheidsbeginsel in de eerste plaats te moeten gebeuren binnen het stelsel dat geldt voor de als arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen (en meewerkende echtgenoten).

Uit wat voorafgaat volgt dat diverse onderdelen van de ontworpen regeling van aard kunnen zijn om vragen te doen rijzen met betrekking tot de verenigbaarheid ervan met het grondwettelijk gewaarborgde gelijkheidsbeginsel. Teneinde elke onduidelijkheid of speculatie daaromtrent te voorkomen doen de stellers van het ontwerp er goed aan om de door hen ontworpen regeling te voorzien van een afdoende verantwoording ervan in het licht van het gelijkheidsbeginsel en om deze verantwoording in een verslag aan de Koning bij het tot stand te brengen koninklijk besluit op te nemen¹.

Dezelfde opmerking geldt ten aanzien van de ontworpen wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 2020⁵.

De griffier
Wim Geurts

De voorzitter
Marnix Van Damme

—
Nota

¹ Koninklijk besluit van 15 september 2020 'houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten'.

² Advies 67.911/1/V van 21 augustus 2020 over een ontwerp dat heeft geleid tot het te wijzigen koninklijk besluit van 15 september 2020.

³ Voetnoot 2 in het geciteerde advies: Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof (zie bv. GwH 28 februari 2013, nr. 24/2013, B.3.2.).

⁴ Voetnoot 3 in het geciteerde advies: Zie bv. GwH 14 mei 2003, nr. 63/2003, B.5; GwH 21 december 2005, nr. 194/2005, B.3; GwH 17 mei 2006, nr. 78/2006, B.4; GwH 28 juli 2006, nr. 125/2006, B.5; GwH 11 december 2008, nr. 179/2008, B.6; GwH 6 februari 2014, nr. 24/2014, B.4.

⁵ Ook met betrekking tot de ontworpen wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 2020 zou een afdoende verantwoording moeten kunnen worden gegeven in het licht van het gelijkheidsbeginsel. Zoals de Raad van State, afdeling Wetgeving, in het kader van eerdere verlengingen heeft opgemerkt, maken de elementen die wat dat betreft werden aangereikt in het verslag aan de Koning bij het voornoemde koninklijk besluit en - op nagenoeg identieke wijze - in de bij de wijzigende koninklijke besluiten van 22 december 2020 en 19 april 2021 gevoegde verslagen aan de Koning evenwel geen dergelijke verantwoording uit.

29 JUNI 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 2020 houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 86, § 3, gewijzigd bij de wetten van 22 augustus 2002, 29 maart 2012 en 7 mei 2019;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 2020 houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen, gegeven op 1 juni 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 mei 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 3 juni 2021;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'indemnité de crise supplémentaire prévue par l'arrêté royal du 15 septembre 2020 susvisé n'est plus octroyée pour la période d'incapacité de travail qui se situe après le 30 juin 2021;

Que, en raison de la poursuite de la pandémie COVID-19, la situation des travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail reste difficile, et qu'il apparaît nécessaire de prolonger, pour une période de trois mois, l'octroi de cette indemnité de crise supplémentaire;

Que cette mesure s'inscrit dans le cadre d'un ensemble de "mesures COVID" prolongées pour le troisième trimestre 2021;

Qu'en vue de permettre aux organismes assureurs de garantir un paiement adéquat des indemnités dès juillet 2021, il importe que cet arrêté royal soit publié au plus vite;

Vu l'avis n°69.546/1 du Conseil d'Etat, donné le 15 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et du Ministre des Indépendants et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 6, alinéa 3 de l'arrêté royal du 15 septembre 2020 portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail, modifié par les arrêtés royaux du 22 décembre 2020 et du 19 avril 2021, les mots "30 juin 2021" sont remplacés par les mots "30 septembre 2021".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2021.

Art. 3. Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le Ministre qui a les Indépendants dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op de hoogdringendheid gemotiveerd door het feit dat de aanvullende crisisuitkering voorzien in het voormelde koninklijk besluit van 15 september 2020 niet langer wordt toegekend voor de periode van arbeidsongeschiktheid die zich bevindt na 30 juni 2021;

Dat wegens de voortzetting van de COVID-19-pandemie de situatie van arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten moeilijk blijft en dat het noodzakelijk blijkt de toekenning van deze aanvullende crisisuitkering met een periode van drie maanden te verlengen;

Dat deze maatregel deel uitmaakt van een reeks "COVID-maatregelen" die voor het derde kwartaal van 2021 zijn verlengd;

Dat het, om de verzekeringsinstellingen in staat te stellen een adequate betaling van de uitkeringen vanaf juli 2021 te waarborgen, van belang is dat dit koninklijk besluit zo snel mogelijk wordt bekendgemaakt;

Gelet op het advies nr. 69.546/1 van de Raad van State, gegeven op 15 juni 2021 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Zelfstandigen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 6, derde lid van het koninklijk besluit van 15 september 2020 houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 december 2020 en van 19 april 2021, worden de woorden "30 juni 2021" vervangen door de woorden "30 september 2021".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2021.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Sociale Zaken en de Minister bevoegd voor Zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2021/21432]

1^{er} JUILLET 2021. — Arrêté royal abrogeant les arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, l'article 36 et l'article 41, § 1^{er}, modifié par la loi du 28 avril 2020;

Vu l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution de l'article 6 de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles et abrogeant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 pris en exécution de l'article 6 de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 déterminant le modèle de comptes que l'union professionnelle doit conserver en son siège conformément à l'article 8 de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles;

Vu l'avis 69.009/1 du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2021/21432]

1 JULI 2021. — Koninklijk besluit tot opheffing van de koninklijke besluiten tot uitvoering van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, artikel 36 en artikel 41, § 1, gewijzigd bij de wet van 28 april 2020;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en tot opheffing van het Regentsbesluit van 23 augustus 1948 genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot bepaling van het model van de rekeningen die de beroepsvereniging op haar zetel moet bewaren overeenkomstig artikel 8 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen;

Gelet op advies 69.009/1 van de Raad van State, gegeven op 7 april 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;